Questions orales

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'IRAN—L'ARRESTATION D'UN INGÉNIEUR CANADIEN

M. Chris Speyer (Cambridge): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre doit savoir que mercredi dernier un ingénieur canadien du nom de Philip Enga a été arrêté par le tribunal révolutionnaire de l'Iran. On n'a plus entendu parler de lui. Dira-t-il à la Chambre si le gouvernement sait de quoi M. Enga est accusé et quelles mesures il prend pour protéger ses intérêts?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir soumis cette question à mon attention et à celle de mes fonctionnaires en fin de semaine. Nous essayons justement d'obtenir les réponses aux questions que le député a posées. Nous ne les connaissons pas encore. Nous utilisons tous les moyens disponibles en passant par l'ambassade du Danemark qui nous représente en Iran ainsi que par d'autres canaux. Aussitôt que nous aurons les renseignements, nous les ferons parvenir au député.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LES DÉCLARATIONS ATTRIBUÉES AU
SECÉTAIRE À L'ÉNERGIE DES ÉTATS-UNIS

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Elle a trait aux déclarations faites par le secrétaire à l'Énergie des États-Unis, M. Herrington, au sujet de l'engagement américain envers le programme qui a résulté des démarches de l'envoyé au sujet des pluies acides. Le gouvernement a-t-il fait enquête au sujet de la déclaration de M. Herrington qui a prétendu qu'un entretien avec des représentants canadiens l'avait porté à croire que le Canada accepterait un programme de moindre envergure? Le gouvernement a-t-il bien fait comprendre aux États-Unis qu'aucune version mitigée d'un programme déjà insuffisant par suite des démarches de l'envoyé ne sera acceptable?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement, qui avait participé à cette réunion, a lui-même publiquement répondu à cette question, savoir que le gouvernement du Canada s'attendait à ce que les États-Unis agissent conformément à leurs engagements.

Deuxièmement, M. Herrington lui-même, le lendemain, a dit à la presse américaine que la citation qui lui était attribuée était contraire à la vérité lors de la rencontre avec la presse.

[Traduction]

LES FONDS CONSACRÉS À L'ASSAINISSEMENT DE LA
TECHNOLOGIE DE LA HOUILLE

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, je crois savoir que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'est entretenu avec M. Herrington. A-t-il obtenu l'engagement du gouvernement américain, par l'intermédiaire de M. Herrington, que de nouveaux fonds seront consacrés à l'assainissement de la technologie de la houille et qu'il ne s'agit pas de fonds déjà autorisés par le Congrès avant le rapport de l'envoyé? A-t-il reçu un engagement au sujet de nouveaux fonds et si tel est le cas quand seront-ils versés?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, j'ai rencontré le Secrétaire à l'Énergie. Je lui ai fait part du point de vue du gouvernement canadien dans ces matières, et je puis vous assurer que, pour ce qui est du ministre canadien, de l'argent, c'est de l'argent! Et tout de suite cette légende de *new money, old money*...

[Traduction]

De l'argent c'est de l'argent et le gouvernement américain s'est engagé à respecter son propre rapport.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES PRÉ-RETRAITÉS—LE CALCUL DES PENSIONS COMME
REVENUS

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Nous avons réexaminé la déclaration que faisait le ministre vendredi dernier au sujet des prestations réduites d'assurance-chômage versées aux pensionnés pré-retraite. Nous constatons qu'elles ne sont d'aucune utilité pour les Canadiens qui ont été forcés d'accepter une pré-retraite mais ont été incapables de se trouver de l'emploi. Comme quelque 75 000 Canadiens ont cotisé à la Caisse d'assurance-chômage durant de nombreuses années et cherchent encore du travail, pourquoi doivent-ils attendre d'obtenir un second emploi et être à nouveau mis à pied avant de toucher les prestations d'assurance-chômage auxquelles ils ont légitimement droit? Même Forget recommande le retrait de cette politique.

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'espère que je ne suis pas en train de comprendre que le député de Notre-Dame-de-Grâce voudrait qu'on applique le rapport Forget? Premièrement.

Deuxièmement...

Une voix: Ah! Ah!